GIS Réseau Amérique latine. Actes du 1er Congrès du GIS Amérique latine : Discours et pratiques de pouvoir en Amérique latine, de la période précolombienne à nos jours, 3-4 novembre 2005, Université de La Rochelle

Exil et terrorisme d'Etat en Argentine : les images de l'exil dans le discours politique des militaires

Marina Franco

marinafranco@free.fr

Doctorante de l'Université de Buenos Aires, Argentine

et de l'Université Paris 7, ICT-Pôle Civilisation

Résumé

Fondée sur la Doctrine de la Sécurité Nationale (DSN) et la théorie française de la guerre contre-révolutionnaire, la dictature militaire argentine des années 70 a tenu un discours visant à l'élimination des ennemis politiques conçus comme « subversifs ». Par des pratiques répressives parmi les plus violentes de l'histoire du pays, le terrorisme d'Etat a réussi à éliminer toute activité des organisations armées et de l'opposition politique. Cette répression avait commencé bien avant le coup d'Etat de 1976 et, une fois les militaires au pouvoir, durant les trois premières années de dictature, ils ont réussi à supprimer toute activité sociale ou politique de résistance. Les moyens choisis sont bien connus : la disparition forcée de personnes , la torture, la séquestration, la mise en place d'un système de camps de détention, l'assassinat et la dissimulation des corps, l'exil, etc.

Au cours de l'année 1978, alors que la phase de répression la plus violente se terminait, les militaires argentins ont commencé à dénoncer une sorte de « campagne anti-argentine » menée par les agents de la subversion internationale, parmi lesquels les gouvernements sociaux-démocrates européens, des organisations humanitaires du monde entier, en France les comédiens Simone Signoret et Yves Montand et le journal *Le Monde*, et aux Etats-Unis la secrétaire du Département des Droits de l'Homme du Président Jimmy

Carter. Néanmoins, pour les militaires argentins, les principaux responsables de cette campagne étaient surtout les exilés argentins vivant à l'extérieur (au Mexique, en Espagne, en France, etc.).

A partir de ce moment, les exilés ont été la cible d'un discours militaire dénonçant la subversion argentine réfugiée à l'extérieur. Il présentait une image « diabolisée » des émigrés politiques dont il offrait une représentation négative : ils ne seraient que des terroristes, profitant de bonnes vacances en Europe et ayant pour objectif de détruire le pays par le biais d'une image négative faite de fausses dénonciations. Cette opération idéologique a été conduite par les militaires eux-mêmes, mais aussi soutenue par la presse écrite (par des journaux complètement favorables au pouvoir autoritaire ou moins engagés mais également obéissants).

Ainsi, en quelques années, les exilés sont devenus un « autre négatif » comme les « guérilleros » l'étaient au début de la répression. Une fois éliminé l'ennemi intérieur, la représentation du pouvoir autoritaire a trouvé sa nouvelle cible : le même ennemi intérieur mais placé à l'extérieur et aidé par les réseaux terroristes internationaux. Il s'agit en conséquence de la continuité du discours politique de la DSN qui avait besoin de se construire des ennemis pour maintenir sa légitimité, et maintenant les redécouvre hors du pays.

Cet imaginaire négatif construit autour des exilés a survécu jusqu'à leur retour en Argentine : ils ont en effet souffert d'une stigmatisation due à leur séjour à l'étranger pendant les années de la dictature. Mais de manière plus importante encore, ces images créées par les militaires ont conditionné leur identité et leur représentation d'eux-mêmes, en tant que victimes du terrorisme d'état en Argentine.

Mots-clés : Argentine, dictature militaire, exil, subversion, doctrine de la sécurité nationale

« Exil et terrorisme d'Etat en Argentine :
les images de l'exil dans le discours politique des militaires »[1]

Marina Franco

Les systèmes de terrorisme d'Etat mis en place dans le Cône Sud de l'Amérique Latine dans les années 70 et 80 ont marqué l'histoire contemporaine de la région jusqu'à nos jours. En Argentine, c'est à partir du coup d'Etat militaire du 24 mars 1976 qu'une répression systématique et organisée a été mise en place contre de très larges secteurs de la société : militants politiques et syndicaux, ouvriers, universitaires, artistes, intellectuels et tous ceux qu'étaient d'une façon ou d'une autre liés à une certaine contestation politique ont été victimes de la persécution politique. L'imposition du terrorisme d'Etat s'est faite grâce à un système répressif à échelle nationale basé sur la séquestration, la torture, l'emprisonnement et la disparition forcée de personnes[2]. Mais en même temps, ces pratiques répressives trouvent tout leur sens dans le cadre de l'objectif plus large de « reconstruction » de la société argentine que s'était fixé la dictature militaire. Cela impliquait d'abord la nécessité d'éradiquer la « subversion » (c'est-à-dire toute forme de mobilisation et de pression politique populaire), mais surtout de *discipliner la société* dans son ensemble. Ces deux objectifs ont été atteints par la répression, la peur et le silence imposés et auto-imposés dans une grande partie de la société.[3] Ceci a aussi permis, parallèlement, l'instauration d'un projet socio-économique de restructuration industrielle et financière basé sur la libéralisation et la concentration économiques dont les conséquences sont encore d'actualité.[4]

---

[1] L'analyse présentée dans ce texte est une version résumée d'un travail beaucoup plus long qui fait partie de notre thèse sur « Les exilés argentins en France, 1973-1983 », sous la direction de Pilar González Bernaldo (France) et Hilda Sabato (Argentine).

[2] Du point de vue foucaultien, la sociologue Pilar Calveiro soutient que les « camps de concentration -extermination » ont constitué l'élément central d'une technologie répressive conçue rationnellement et centralement par les hautes sphères du pouvoir dictatorial (le « pouvoir totalisateur »). Le bon fonctionnement de cette « machine à faire disparaître » nécessitait l'implication de l'ensemble des Forces Armées dans un mécanisme rendant la « mort bureaucratique, routinière et naturelle, qui apparaissait comme une donnée dans un formulaire de bureau » (Calveiro, P., *Poder y concentración*, Buenos Aires, Colihue, 1998, p.34).

[3] Le politologue Guillermo O'Donnell se réfère non seulement à un phénomène d'imposition de la peur, mais également à une « société qui s'est dirigée seule », créant ainsi la conjonction entre un gouvernement autoritaire et une société despotique et répressive. Il est nécessaire, affirme-t-il, de « reconnaître que d'une part il y a eu un gouvernement brutal et despotique, mais que, d'autre part, durant ces années, la société a été plus autoritaire et répressive que jamais » (O'Donnell, G., « Democracia en la Argentina : *micro y macro* », en Oszlak, Oscar (comp.), « *Proceso* »*, crisis y transición democrática/1,* Buenos Aires, CEAL, 1987, p.17).

[4] Novaro, Marcos y Vicente Palermo, *La dictadura militar 1976-1983 del golpe de estado a la restauración democrática*, Historia Argentina Tomo 9, Buenos Aires, Paidós, 2003.

Parmi les pratiques répressives mises en place, la dictature a imposé l'exil à un grand nombre de personnes qui étaient persécutés, ou risquaient de l'être en raison de leurs activités politiques, syndicales, professionnelles, culturelles[5]. Ainsi, en tant qu'émigration forcée à caractère politique, l'exil est devenu pour ceux qui sont partis l'unique « choix » pour sauver leur vie face à la persécution directe ou à celle de leur famille ou de leurs amis. Dans d'autres cas, il a été la conséquence d'une politique d'expulsion menée par le gouvernement dictatorial envers les prisonniers politiques ou simplement le résultat de la peur ou de l'impossibilité de réaliser des projets professionnels ou personnels dans un contexte de censure et de contrôle.

Les identités de l'exil

Aujourd'hui, trente ans après cette dictature, quand on s'interroge sur l'identité des exilés en tant que tels, on y trouve certains éléments significatifs. Il s'agit de l'effort que la plupart des témoins fait pour démontrer que l'exil n'a pas été un privilège, qu'il n'a pas été une situation agréable, mais plutôt tout le contraire : une expérience très dure, marquée par la souffrance et la douleur d'être loin, d'être déraciné, d'être dépourvu d'une vie et d'un projet personnel ou collectif. Par exemple,

> « El problema es que nosotros llegamos a un lugar, sin haberlo elegido, sin ningún punto de referencia, sobre todo. Eso es lo más duro y lo más grave a parte de la lengua, ¿no es cierto? Veníamos totalmente desestructurados a todo nivel... psicológicamente, moralmente... físicamente... por todo lo vivido. La tortura... la... todo lo que sabíamos, la gente que había muerto... Totalmente en un abismo. De un día al otro se nos fue todo... todo un abismo. Adelante nuestro. Todo. Todo. El proyecto de vida. Todo. Todo. Todo lo que vos has construido lo construiste en función de un proyecto de vida. Y de un momento dado se te fue todo. Te encontraste en un abismo donde vas cayendo, así. No existe más nada. Ningún punto de referencia. Porque tu pareja, tu hijo... todo, todo ha sido construido en función de un proyecto. Y te encontrás, además, agravado, en un lugar donde nada te pertenece, no tenés ningún punto de referencia, tu historia no está acá. Entonces tenés que reconstruirte totalmente. » (Entrevista con R.H., 9/5/2003, París.)[6]

De plus, une autre caractéristique courante dans les discours des exilés est qu'ils effacent très concrètement toute référence à leurs activités politiques en Argentine avant le départ en exil et, en particulier, toute identité politique liée aux organisations politiques

[5] Il est essentiel de signaler que le départ en exil a commencé à se produire en 1974 à partir des premières formes de répression dirigées par l'organisation d'extrême droite Triple A (Alliance Anticommuniste Argentine), liée à un secteur du gouvernement constitutionnel encore au pouvoir. Cette première vague devient un exil massif à partir de 1976. Il n'y a pas de chiffres exacts pour mesurer son importance quantitative, mais les chercheurs estiment à 300 000 personnes sorties du pays pour des raisons politiques entre 1974 et 1983.

[6] Etant donné que la méthodologie utilisée est très axée sur l'analyse du discours, on a décidé de garder les citations dans la langue d'origine pour permettre une étude et une exposition rigoureuses des nos arguments.

argentines, surtout s'il agit des organisations armées. Il est assez typique, pour le chercheur, de rencontrer des gens qui nient avoir eu une militance politique ou qui la cachent jusqu'à la fin de l'interview pour l'avouer après, une fois l'enregistrement terminé.[7]

En conséquence, il est évident que d'après les exilés eux-mêmes, l'exil ne peut se comprendre qu'à partir de *l'expérience de la souffrance* et d'une certaine *identité de victime, de victime innocente qui n'a rien fait* dans le passé. En effet, l'expérience de l'exil présente un côté douloureux qu'on ne peut ni oublier ni cacher –et que nous, comme chercheurs, ne pouvons pas sous-estimer–. Sans doute, les exilés ont été victimes de la répression qui les a obligés à choisir l'exil ou les a expulsés hors du pays. Cependant, ce qui nous intéresse ici, ce n'est pas de montrer cette souffrance ou d'analyser ses contenus. Il s'agit, plutôt, de s'interroger sur les sources de cette représentation et de cette nécessité de justifier l'exil en le présentant comme une souffrance, un châtiment et, surtout, comme le contraire d'un privilège. Comme l'exprime une exilée qui habite encore à Bordeaux : « Nos robaron la vida, me robaron la vida, yo no elegí, me robaron los mejores años de mi vida. Y los culpables serán siempre ellos ».[8]

Dès qu'on se pose la question de l'origine des identités sociales on doit s'interroger sur l'histoire de certaines représentations, leur construction et leur circulation dans le temps et l'espace, d'autant qu'une identité est un produit social qui trouve ses origines dans des processus idéologiques très complexes[9]. Dans le cas de cette identité « victimisée » de l'exil et de l'insistance sur sa condition non-privilegiée, elles trouvent ces sources dans différents aspects de l'expérience politique des acteurs sociaux exilés mais aussi dans les discours circulant dans la société d'accueil et la société d'expulsion. D'un côté, un discours est apparu dans les organisations politiques argentines qui ont condamné au silence tout acte ou désir de s'en aller du pays, en considérant le départ comme une trahison, soit à la cause révolutionnaire, soit aux militants qui sont restés au pays en luttant. Tout cela a produit un énorme sentiment de culpabilité chez les exilés qui sont partis à cause de leur militance politique. Dans ce cas, la nécessité de justifier par les périls vécus en Argentine la nécessité impérieuse du départ, sont toujours au cœur de leurs récits.[10]

---

[7] Le modèle d'analyse des récits des victimes de situations traumatiques est toujours celui des travaux sur la Shoà, et en particulier, le livre de Michel Pollak, *L'expérience concentrationnaire. Essai sur le maintien de l'idéntité sociale*, París, Métailié, 1990.

[8] Entretien avec F.I., 12/3/2004, Bordeaux.

[9] Sur les identités sociales, Williams, Raymond, *Marxismo y literatura,* Barcelona, Grijalbo, 1997 ; Bhabha, Homi K**.,** *El lugar de la cultura*, Buenos Aires, Manantial, 2000.

[10] Par exemple : "Yo no venía para estudiar aquí [Francia], para trabajar tampoco, venía para volverme lo antes posible, lo que todo el mundo pensaba. [el argentino] debe ser el exilio más traumatizado ; de todos los argentinos que yo conozco muy pocos pudieron estudiar y terminar sus estudios (...) Yo sentía como una traición de buscar trabajo, ameliorar [sic] mis condiciones materiales, me decía que mis compañeros estaban presos,

Sans relation avec cette image négative de l'exil produite par les organisations politiques argentines, de l'autre côté, les sociétés d'accueil des émigrés politiques ont créé, elles aussi, des images et des clichés sur les exilés. Les sociétés européennes en général –et pour notre cas d'étude, la France– ont intégré leurs réfugiés latino-américains à leur vie politique et sociale en tant que *victimes de violations des droits de l'homme* et toutes les représentations sur eux ont été bâties à partir de cette condition de victimes ayant souffert et résisté.[11] Dans le passage suivant, une femme exilée raconte sa perception du regard que portait la société française sur elle:

> « Y después me empezó a resultar como pesado esa visión que podía tener la gente de uno exótico, entonces vos sos exiliado político, sos exótico, los franceses, cierta gente te ve eso, entonces como que tenés que jugar que sos exótico: si cantás es mejor, si te ponés un poncho es mejor... si no sabés nada de la cultura francesa... (...) esa parte exótica, más –también- esa parte de sufrimiento, que por supuesto que la tenés, pero no la mostrás. Yo sé que personalmente fui muy reactiva a esa visión de alguien que iba a decir: 'contáme las cosas duras', porque por un lado no la podés contar y segundo que no se las vas a contar porque sos exótico... » (Entrevista con S.J, 12/5/2004, Grenoble.)

Outre ces représentations françaises et ces idées nées au sein des organisations politiques argentines, il y a au moins un troisième chantier de recherche que l'on découvre essentiel pour comprendre cette représentation de l'exil comme une souffrance : il s'agit de l'imaginaire construit par les tortionnaires eux-mêmes : les militaires argentins. Ainsi, le discours du pouvoir autoritaire cherchant une légitimation sociale à son exercice du pouvoir a modelé les représentations sociales circulant dans l'espace public argentin et, du même coup, l'image que les exilés ont d'eux-mêmes.

Dans les pages qui suivent, l'étude de la presse pour le grand public et des discours militaires des années 70 et 80 et l'analyse de leurs constructions idéologiques, de leurs stratégies discursives et de leurs dispositifs d'énonciation va nous permettre de mettre en évidence la place que les exilés y occupaient à travers une certaine variété de représentations négatives à propos de ceux qui étaient partis du pays.[12]

---

desaparecidos y que vivían muy mal en Argentina… Hay dificultades reales en Francia, pero los exiliados argentinos al darle la espalda a Francia y mirar hacia la Argentina no buscaban la integración y yo creo que toda tentativa de integración de la gente lo veían como una traición al objetivo principal de la vida que era la revolución en la Argentina. Entonces se decía de un tipo que se quebró, que traicionó, que largó, que se fue, que se perdió, que se quebró... no sé todo lo que se podía decir…" (Entretien avec O.U., 23/4/2003, París.)

[11] Sur l'importance de cette construction de la victime et la souffrance dans l'espace médiatique à cette époque et les années suivantes: Boltanski, Luc*, La souffrance à distance. Morale humanitaire, médias et politique*, París, Éditions Métailié, 1993.

[12] On a travaillé avec certains instruments d'analyse du discours de manière non restrictive (Cf. Angenot, M., "Pour une théorie du discours social", *Méditations du Social, n° 70*, mai. Paris, Larousse, 1988 ; Negroni, M.M., Zoppi Fontana, M.G., *Análisis lingüístico y discurso político. El poder de enunciar,* Buenos Aires, CEAL, 1997).

Le discours du pouvoir militaire

Tout d'abord, rappelons certains éléments qui ont fait partie des idéologies militaires du terrorisme d'état latino-américain durant ces années-là. Dès le milieu des années 60, la doctrine de la sécurité nationale (DSN) est devenue l'idéologie qui légitimait les forces armées du continent. En Argentine en particulier, cette doctrine a été le résultat de l'influence de la théorie de la « contre-insurgence » des Etats-Unis et, surtout, de l'influence de la théorie de la guerre contre-révolutionnaire née au sein de l'armée française pendant la guerre d'Indochine et d'Algérie. Toujours selon cette théorie, le nouveau conflit mondial était une guerre différente, nouvelle, intégrale, avec des armes psychologiques et idéologiques, beaucoup plus puissantes que les armes traditionnelles. Cette guerre proposait donc un nouvel ennemi placé à l'intérieur des frontières géographiques de chaque pays. Il y avait, en effet, des *frontières idéologiques*, et non seulement *physiques*, qui séparaient la partie « saine » du pays de la partie « malade » contaminée par ce nouveau péril intérieur. Dorénavant, cette menace, cet ennemi, sera perçu comme un « autre négatif » qui doit être éliminé d'autant plus que l'élimination est considérée comme la seule manière de faire face au péril et de le vaincre. Dans le même temps, toute cette argumentation de la menace subversive n'était qu'une justification destinée à légitimer l'intervention des forces armées dans la politique intérieure du pays, du milieu des années 60 jusqu'au coup d'état de 1976. Selon cette conception, il n'y avait que la puissance militaire qui pouvait faire face à ce pouvoir non-conventionnel, il n'y a que l'armée qui pouvait remettre de l'ordre dans un pays frappé par le « chaos ».[13]

Comme l'a montré la journaliste française M-M Robin, cette théorie de la guerre contre-révolutionnaire ou « lutte antisubversive » a été développée par les militaires français en Algérie et s'est répandue dans le monde occidental au cours des années 50 et 60. Formulée par les militaires français en pleine guerre froide et pendant les processus de décolonisation, cette théorie soulignait le « caractère permanent, universel et total [de cette nouvelle guerre moderne] et, en particulier, l'importance de l'action psychologique qui accompagne l'action des bandes armées -d'où la nécessité d'avoir les moyens 'totaux' pour la combattre-. » Dans cette conception, il était essentiel de faire attention aux liens intrinsèques qui unissent les bandes armées subversives dans tous les territoires français coloniaux et leurs menées subversives en métropole. Ainsi, pour l'armée française, un des éléments les plus importants

[13] Armony, A., *La Argentina, los Estados Unidos y la cruzada anticomunista en América Central,* Buenos Aires, Universidad Nacional de Quilmes, 1999.

pour faire face à cet ennemi était, sans doute, la recherche d'information, et la méthode pour l'obtenir était, bien entendu, la torture.[14]

Malgré les similitudes de cette théorie française avec la DSN des militaires argentins, il faut faire une toute petite remarque d'importance essentielle : pour les Français, l'ennemi intérieur était un ennemi colonial habitant des territoires d'outre mer –c'est-à-dire, une menace intérieure avec ses prolongations en métropole, mais toujours quelqu'un de différent, pas un vrai Français avec de vraies origines françaises-. Ainsi, les préjugés coloniaux et raciaux pouvaient justifier ce regard sur un autre différent et négatif, qui pourrait être vu, en quelque sorte, comme quelqu'un de vraiment différent. Au contraire, dans le cas argentin, ce regard négatif a du se construire à partir des références strictement politiques, sans l'aide des préjugés raciaux ou biologiques. De ce point de vue, théoriquement, la violence s'exerçait sur un égal, ou quelqu'un qui était vu comme un égal jusqu'à très peu de temps avant le conflit. Cet élément est essentiel dans la réflexion sur le niveau exceptionnel de violence exercé en Argentine contre les opposants politiques.

Le discours militaire de la « campagne anti-argentine »

Dès que les militaires sont arrivés au pouvoir, en mars 1976, ils ont commencé à dénoncer une campagne internationale contre l'Argentine orchestrée par les organisations humanitaires, certains gouvernements occidentaux et les exilés hors du pays. Mais si ce type de discours était fréquent dès le coup d'état, au cours de l'année 1978 et en 1979 on voit sa montée en puissance autour de l'idée d'une « campagne anti-argentine », comme l'appelaient les militaires et la presse. Cela s'explique par plusieurs raisons. D'abord, la réalisation de la Coupe du Monde de Football prévue en juin 1978 en Argentine. A l`étranger, l'événement sportif avait donné lieu à un fort mouvement international de boycott à cause de la dictature et de la répression dans le pays. Il faut souligner que l'épicentre de cette campagne était justement la France, ce qui a dirigé les discours militaires contre ce pays[15]. Deuxièmement, un nouvel événement international en Argentine a donné lieu à une autre campagne de boycott : le Congrès Mondial sur le Cancer réalisé en octobre 1978 à Buenos Aires. Cette fois, les médecins du monde entier –en particulier aux Etats-Unis et en France- ont monté une forte campagne de dénonciation contre la situation du personnel de la santé emprisonné et disparu

[14] Robin, Marie-Monique, *Escadrons de la mort. L'école française*, Paris, La Découverte, 2004. Citation : p. 44.
[15] Le boycott de la Coupe du Monde de Football a eu un énorme succès en France, avec la formation de plus de 200 comités au cours de l'année 1978. L'ampleur de ce mouvement a produit une énorme répercussion dans la presse argentine et la société en général, donnant lieu à un grand sentiment nationaliste.

en Argentine, et ont réussi à faire un contre-congrès en France à la même date. Un troisième élément essentiel a beaucoup affaibli la dictature au cours de ces années : ce sont les dénonciations internationales pour les violations des droits de l'homme présentées devant les tribunaux internationaux comme l'ONU à Genève ou l'OEA à Washington. Dans le même sens, les pressions internationales au sujet des disparus de nationalité étrangère, et parmi eux, de deux religieuses françaises et de quelques ressortissants allemands et suédois, ont été assez importantes.[16] Quatrièmement, la pression du gouvernement de Jimmy Carter aux Etats-Unis a joué un rôle clé à travers l'action de son secrétariat des droits de l'homme et les réductions des crédits et aides financières à l'Argentine en 1978 et 1979. Finalement, il y a eu aussi la visite d'inspection de la Commission Internationale des Droits de l'Homme de l'Organisation des Etats Américains (CIDH), annoncée pour 1978 et réalisée en octobre 1979. Cette visite a porté un coup puissant au gouvernement militaire et l'a obligé à alléger certaines mesures répressives et, en particulier, les conditions de détention des prisonniers politiques dans tout le pays.[17]

A cause de ce contexte international adverse, la préoccupation de ce que les militaires appelaient « l'image du pays à l'étranger » a augmenté progressivement entre 1977 et 1979. Tout cela a même conduit le gouvernement à embaucher une agence de publicité internationale aux Etats-Unis pour améliorer cette image, par exemple, à travers des publicités de dizaines de pages dans la presse de tous les pays occidentaux (en France, par exemple, on peut les retrouver dans les éditions de *France Soir* ou *L'express* de l'époque)[18].

La place de l'exil dans le discours militaire

Un premier volet d'analyse est l'utilisation assez fréquente de la dénomination de « faux Argentins à l'extérieur » pour faire référence à tous ceux qui sont considérés comme les responsables de promouvoir cette image fausse du pays. Par exemple :

[16] Au cours de l'année 1978, plusieurs plaintes ont été portées devant les tribunaux internationaux à partir des missions d'Amnesty et des témoignages et de la documentation recueillie par les exilés. (Cf. Guest, Iain, *Behind the disappearances*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 1990 ; Novaro et Palermo, *op.cit.)*

[17] Guest, *op.cit*. A partir du document final produit pour la CIDH, cette visite a été d'une grande importance pour installer un consensus international sur la gravité de la situation, mais aussi pour l'activation du mouvement des Droits de l'Homme en Argentine (Jelin, Elizabeth, "Los derechos humanos entre el Estado y la sociedad", en Suriano, Juan (dir), *Nueva Historia argentina*, *Dictadura y democracia, 1976-2001*, Buenos Aires, Sudamericana, 2005, p. 507-557.

[18] Par exemple : *France Soir*, 18/7/1978 ; *L'Express*, semaine du 18 au 23/12/1981. Il s'agissait de l'agence Burson-Martseller dont le rapport sur le cas argentin soulignait que l'Argentine devait améliorer son image à partir d'expositions et de campagnes de publicité touristiques dans tous les médias internationaux et promouvoir les visites de journalistes étrangers. (Guest, *op.cit*., p.69.)

> [el Mundial de Fútbol es un reto] « ... para poder presentar al mundo la imagen auténtica de nuestra patria y no la que suministraban –y suministran– los mal llamados argentinos que no pueden ser compatriotas, al cubrir con oscuros telones la cabal fisonomía argentina » (Maire de la ville de Buenos Aires, Brigadier Cacciatore, *La Nación*, 29/6/1978, p.16).

Ainsi, dans ce type de discours, les acteurs de cette campagne –les sujets politiques– ne sont jamais nommés, ils n'ont jamais une identité définie, mais sont seulement désignés comme « faux Argentins », ce qui revient à leur nier l'identité positive d'Argentins. Au contraire, l'idée qui organise ces discours est l'existence d'un combat entre la vérité et le mensonge et l'essentiel du dispositif rhétorique est l'association faite entre la vérité et les vrais Argentins, d'un côté, et le mensonge et les faux Argentins, de l'autre. Un deuxième exemple laisse voir la même stratégie invoquant le sentiment nationaliste:

> "Tal vez lo más notable de esta apoteosis popular [le triomphe argentin au Mondial de Football] es que ella tuvo un marco externo de hostilidad y escepticismo. En el exterior hubo quienes procuraron perjudicarnos […] hasta una mezquina campaña orientada a vejar la dignidad moral del país y a negar su capacidad de garantizar condiciones mínimas de organización y seguridad. [...]... Esta es nuestra respuesta patriótica a la campaña sufrida por la República Argentina en el exterior." (Presidente de la Nación, Rafael Videla, *Clarín***,** 3/7/1978, p.3)

De cette manière, les discours sont axés sur l'omission des sujets politiques réels. Les exilés, les émigrés, n'existent pas en tant que tels. La seule idée c'est que le mensonge trouve ses sources à l'étranger et que ceux qui le soutiennent ne sont pas de vrais Argentins. Ils sont donc hors du « corps social » national. Ce type de discours s'organise à partir d'une antinomie classique : la patrie menacée incarnant le Bien et la Morale –avec des majuscules– contre un « autre » menaçant que sont les agents du monde extérieur. Ainsi, toute la situation est présentée comme un conflit patriotique dont le but est de justifier et de légitimer encore une fois le pouvoir militaire mis en place pour défendre cette patrie menacée. Tout cela est bien clair dans ce troisième exemple :

> « El ejército... como brazo armado de la Nación [debe] preservar la integridad de su territorio y el ejercicio pleno de su soberanía pese a los intentos de quienes desde adentro pretenden desmembrarnos o quienes desde afuera pretenden cercarnos. » (Videla, *La Nación*, 18/7/1978, p.24.)

Néanmoins, ce dispositif n'est pas le seul a être utilisé dans le discours militaire. Il y a une deuxième façon de faire référence aux protagonistes responsables de cette campagne à l'étranger. Elle est beaucoup plus directe : dans ce cas, les émigrés sont dénoncés comme « terroristes » et « subversifs » ayant fui le pays et s'étant réfugiés ailleurs :

« La Argentina, es bien sabido, afronta hoy una denodada campaña instrumentada desde el exterior que intenta sumirnos en el desprestigio y en el aislamiento. El centro de dicha campaña, o mejor dicho, su motivo aparente es el de los derechos humanos.
[...] ...cuando el gobierno fijó como objetivos prioritarios de su accionar el restablecimiento de la paz y la seguridad internas y la erradicación definitiva de la violencia terrorista destruyó, al mismo tiempo, toda esperanza de participación en el poder político que las organizaciones subversivas pudieran haber alimentado en el pasado. Esta circunstancia [las] impulsó a concentrar sus esfuerzos en el frente exterior de la República y a orquestar allí una campaña en la cual, por lo demás, han logrado la participación consciente o inconsciente de la prensa internacional, de algunos gobiernos occidentales temerosos del enfrentamiento con grupos terroristas y de organizaciones no gubernamentales de carácter consultivo supuestamente presididas por fines humanitarios. » (Chancellier, Walter Allara, *La Nación*, 18/9/1978, p.5).

Dans cette logique, tous ceux qui sont à l'extérieur sont condamnés comme terroristes et toute personne liée aux droits de l'homme, ainsi que tous les réfugiés politiques, reste associée à la subversion et au terrorisme. De plus, pour donner tout son sens à ce discours, il faut garder à l'esprit que les droits de l'homme et la reconnaissance du statut de réfugié ont été les revendications permanentes des exilés argentins à l'étranger et leur principale ligne d'action publique. Dans tous les pays d'accueil, les émigrants argentins ont mené à bien des campagnes des droits de l'homme très importantes avec l'aide des organisations humanitaires comme Amnesty ou même avec le soutien de gouvernements et d'organisations politiques et syndicales de chaque pays. De plus, au Mexique et en Espagne, où le droit d'asile n'était pas bien réglementé, ils se sont beaucoup battus pour obtenir certaines conditions légales de résidence en tant que réfugiés.[19]

Ce qui est intéressant dans ce deuxième cas de figure, c'est qu'à l'inverse du premier exemple, ceux qui sont partis *sont nommés*, ils ont une identité très claire : ils sont, en effet, des « subversifs dangereux ». Mais cette nouvelle étiquette est accompagnée d'une autre idée essentielle: les émigrés politiques sont des personnes qui ont fui à l`étranger pour se cacher dans des « refuges dorés ». Ils sont, en conséquence, de « bons vivants » qui abandonnent l'Argentine et les Argentins pour profiter de beaux séjours à l'étranger:

« Resulta así evidente... *la falacia de la prédica y propaganda desarrollada en el exterior por los máximos delincuentes terroristas marxistas–leninistas que desde sus cómodos y lujosos refugios exteriores* aprovechan la complacencia o complicidad de muchos para instrumentar una campaña que tiende, con un relativo éxito, a lograr nuestro desprestigio y eventual aislamiento. » (Mario Benjamín Menéndez, Directeur de l'Ecole de militaires Sargento Cabral, 17/6/1978.)

[19] L'exil argentin a été très peu étudié, cependant, on compte quelques travaux spécifiques : pour l'Espagne : Jensen, Silvina, *La huida del horror no fue olvido : el exilio político argentino en Cataluña (1976-1983)***.** Barcelona, M.J. Bosch-Cosofam, 1998 ; pour le Mexique, Bernetti, Jorge y Mempho Giardinelli, *México. El exilio que hemos vivido,* Buenos Aires*,* Editorial de la Universidad de Quilmes, 2003 ; et sur les différents pays d'accueil : Yankelevich, Pablo, *Represión y destierro. Itinerarios del exilio argentino,* Buenos Aires, Ediciones al Margen, 2004.

On remarque que dans ce discours, les exilés ou réfugiés sont vus comme des subversifs qui ne sont jamais seuls : ils se présentent toujours entourés de gouvernements socio-démocrates, des organisations des droits de l'homme et de la presse internationale. En effet, il s'agit de donner l'image d'un vrai *réseau subversif*, entièrement conçu selon la doctrine de la sécurité nationale. Ainsi, les organisations politiques argentines placées à l'extérieur, au sein desquelles une bonne partie des exilés argentins ont mené leurs activités militantes, sont considérées comme des « BDSM » (« bandes des délinquants subversifs marxistes ») et la « campagne anti-argentine » est présentée comme une partie de cette nouvelle « guerre intégrale ». Dans cette logique, les exilés font partie de cette guerre et de cette conspiration internationale à travers l'action psychologique et la propagande, qui seraient leur principal axe d'action à l'étranger. Tout cela est bien évident dans l'exemple suivant où le gouvernement militaire, son auteur, explique comment fonctionnent les organisations terroristes et leurs instruments de combat:

> « *Empleo de AS [acción sicológica] a nivel internacional*
> Con la finalidad de propagandizarse, desprestigiar al gobierno y obtener solidaridad de 'agencias difusoras' de su AS en Europa y América, [las bdsm] han creado:
> 1. Organizaciones aparentemente desvinculadas de la subversión, pero que actúan según sus fines. Por ejemplo, la Comisión Argentina por los Derechos Humanos (CADHU), propiciada por las bdsm cuya finalidad real es la de buscar la protección de las personas vinculadas a la subversión bajo el eufemismo de la 'defensa de los derechos humanos'.
> 2. Organizaciones que expresamente efectúan la AS en el exterior: por ejemplo, la Agencia de Prensa Americana-Latina que edita una publicación titulada 'Denuncia' ; el Movimiento Antiimperialista y por Socialismo en la Argentina (MASA) ; el Centro Argentino de Información y Solidaridad (CAIS) formado sobre la base del acuerdo entre la bdsm ERP y Montoneros. [...] » (*Clarín*, 21/4/77, p.5).

Il faut signaler que tous les groupes mentionnés dans ce passage sont de nouvelles organisations créées par les exilés organisés en France, en Espagne et au Mexique, c'est-à-dire, qui n'existaient pas avant la répression et le départ massif du pays. Mais à travers ce discours, la lutte contre ces nouvelles organisations est considérée comme une partie de la guerre intégrale et anti-subversive des militaires. Ce qui est important dans cette version, c'est la chaîne logique établie : d'abord, la défaite de la subversion argentine a produit sa fuite à l'étranger. Ensuite, une fois ailleurs, aidée par les réseaux subversifs internationaux, la subversion argentine a déclenché la campagne d'action psychologique contre le pays à partir du thème des droits de l'homme. L'effet de cette argumentation est d'installer l'idée que toute dénonciation humanitaire est subversive et que tout Argentin à l'extérieur est un terroriste lié

aux Montoneros ou à l'ERP –les deux principales organisations révolutionnaires argentines[20]. En effet, à propos de ces organisations et avant même le coup d'état, les militaires avaient déjà établi leur condition d'ennemis et la nécessité de leur élimination, en conséquence il était suffisant de les mentionner pour condamner tous ceux qui étaient à leurs côtés.[21]

Cette analyse nous amène à une première conclusion : il existait deux formes du discours militaire sur l'exil et les exilés. D'abord, une logique où les sujets politiques sont effacés en faveur de la confrontation de deux camps représentant des principes essentialistes : d'un côté l'Argentine, la vérité, nous… et de l'autre côté, l'étranger, le faux, le mensonge, l'autre. Ainsi, les deux camps sont symbolisés par l'intérieur et l'extérieur et le conflit est réduit à l'opposition de ceux qui sont dedans et de ceux qui sont dehors. Ensuite, il existe une seconde logique, où les acteurs politiques prennent corps. C'est le discours qui fait appel à une subversion vaincue dans le pays mais qui continue sa lutte à l´étranger par tous les moyens possibles, alors même qu'elle profite d'une vie privilégiée. D'après cette version, les militaires sont les vainqueurs et ceux qui sont à l'étranger sont les ennemis vaincus mais bons vivants et encore en activité. En tout cas, dans les deux versions, il faut noter que les exilés représentent cet extérieur menaçant parce qu'ils habitent à l'étranger au *sens géographique*, mais aussi parce qu'ils sont des vaincus placés hors du corps social argentin au *sens idéologique*.

Conclusions

Pour conclure, signalons qu'il n'y a pas de réelle nouveauté dans ces stratégies et dispositifs discursifs militaires. Dans le discours autoritaire, l'ennemi a toujours été pensé et conçu comme un autre, une menace à éliminer. De plus, et à part cette constatation assez évidente, il faut se rappeler qu'en Argentine la même logique a été soutenue par le péronisme,

[20] Ces organisations politiques, créées au début des années 70, ont développé une lutte armée sur le modèle de la « guérilla » et du foquisme, jusqu'à leur anéantissement complet à cause de la répression. Issue du péronisme, Montoneros était un ensemble très complexe de différentes lignes politiques du catholicisme et de la gauche péroniste. L'ERP était l'armée du Parti des Travailleurs du Peuple, un parti marxiste d'orientation guévariste. Sur leurs histoires : Gillespie, Richard, *Soldados de Perón. Los montoneros,* Buenos Aires, Grijalbo, 1987 ; Pozzi, Pablo, *Por las sendas argentinas. El PRT ERP la guerrilla marxista,* Buenos Aires, Eudeba, 2001.

[21] Ces organisations avaient été interdites par le gouvernement constitutionnel avant même le coup d'état. En 1975, une opération militaire appelée « Operativo Independencia », dans la province argentine de Tucumán, avait déjà pratiquement détruit la plus part de forces de l'ERP. Montoneros a perdu la plus part de ses hommes entre 1976 et 1977. Ces deux principales organisations armées ne réunissaient pas plus de 1 300 membres armés (en prenant les chiffres les plus élevés), en conséquence les chercheurs considèrent qu'il n'y a jamais eu une menace réelle de prise de pouvoir réussie par ces groupes. (Vezzetti, Hugo, *Pasado y presente. Guerra, dictadura y sociedad en Argentina,* Buenos Aires, Siglo XXI, 2002.)

qui en traversant toute la deuxième partie du vingtième siècle, opposait une même conception du « nous », les péronistes, en tant qu'Argentins opposés à « eux », les non-péronistes et, en conséquence, les non-Argentins, toujours définis par catégories morales comme la vérité, le mensonge, le bien, le mal. Comme l'ont démontré Silvia Sigal et Eliseo Verón, deux spécialistes de l'analyse du discours politique, ces identifications trouvent leurs origines hors du champ de la politique et ont pour effet de vider ce champ du sens politique même. Dans un régime démocratique, la déqualification de l'autre se fait par la déqualification du contenu de la véracité de son discours, mais dans un régime politique autoritaire et répressif, la négation de la parole signifie aussi la volonté de l'élimination physique de l'autre.[22]

Il est intéressant de noter qu'à partir de 1977, les militaires ont commencé à dire que la subversion avait été éliminée et que le combat contre le terrorisme en Argentine avait été un succès. Et en effet, ce ne sont pas des mots vides, puisqu'en 1978 la répression a commencé à s'affaiblir petit à petit, les trois années les plus violentes arrivant à leur fin. Mais une fois la subversion vaincue et le combat contre le terrorisme terminé, comment justifier la continuité de la dictature militaire ? C'est à ce moment précis que le discours officiel commence à montrer ce déplacement d'une prétendue menace placée à l'intérieur des frontières du pays vers l'extérieur. Les exilés deviennent ainsi les ennemis idéaux : ils sont hors du pays et hors du « corps social » à la fois.

De plus, d'après la logique militaire, le complot subversif est plus grand à ce moment-là, parce que c'est l'extérieur tout entier qui s'oppose à l'intérieur. Les effets idéologiques de cette opération discursive fonctionnent dans plusieurs directions : d'un côté, le rôle des militaires est, une fois de plus, justifié, ils sont, encore une fois, légitimés en tant que sauveurs de la patrie et leur mission continue. L'Argentine a encore besoin d'eux. De l'autre côté, les exilés sont définitivement stigmatisés comme des ennemis et réintroduits dans la logique de la guerre contre-révolutionnaire.

Mais tout cela ne s'arrête pas au discours, parce que les exilés ont été « niés » de bien d'autres manières plus concrètes : la répression a voulu s'épanouir hors des frontières argentines jusqu'aux pays limitrophes et même en Europe et en France. C'est le cas du Plan Cóndor qui était un accord militaire entre les autorités du Brésil, du Chili, d'Uruguay et de Bolivie pour poursuivre de manière coordonnée les exilés dans tous ces pays. C'est le cas aussi du projet du Centre Pilote monté par l'Armée argentine en 1978 dans son Ambassade à

[22] Sigal, Silvia y Eliseo Verón (1982) "Perón : discurso político e ideología", dans Rouquié, A. (comp.) *Argentina, hoy,* México, Siglo XXI, pp.151-205.

Paris afin de contrôler les organisations des Argentins exilés en France.[23] Ainsi, discours et pratiques du pouvoir militaire se complétaient de manière à conduire jusqu'à sa fin la logique du DSN.

Il est essentiel de signaler que nous ne sommes pas face à un discours militaire isolé, sans effets sur la société argentine. Reproduit et mis en circulation par les médias nationaux les plus importants et, en particulier, par la presse écrite et la télévision, ces discours ont été la justification du coup d'état auquel une bonne partie de la société argentine a prêté son consensus. De plus, la référence au discours péroniste –et nous aurions pu prendre d'autres exemples de différentes orientations dans la tradition politique argentine– met en évidence que le discours militaire a pu fonctionner et a pu être recevable au sein de la société parce qu'il y avait des cadres idéologiques et discursifs préalables dans lesquelles le nouveau discours militaire pouvait s'insérer et trouver son sens. De cette manière, tous ces antécédents ont aidé et ont permis la circulation et acceptation du discours du terrorisme d'état.

Si nous revenons sur notre problème de départ, les éléments étudiés apportent une nouvelle lumière sur la nécessité de légitimation présente dans les discours des acteurs exilés. Le silence autour de leurs activités, de leurs appartenances et identités politiques, que l'on avait signalé chez eux au début, est, dans une certaine mesure, le résultat de l'image d'individus subversifs et terroristes que le discours militaire avait construit autour d'eux. Ainsi, même aujourd'hui, en cachant leurs activités politiques, ils essaient de montrer une image « propre » et de prendre leurs distances face à cette image de subversion liée à l'activité politique, une activité que la société argentine toute entière a condamnée comme la responsable du « chaos » des années 70[24]. Deuxièmement, cette nécessité de montrer la souffrance et la douleur de l'exil et leur condition de victimes en tant qu'exilés va aussi dans le sens de s'éloigner de toute représentation visant à montrer les émigrés comme privilégiés qui profitent de vacances dorées à l'étranger. Il s'agit, au contraire, de se montrer comme des gens qui ont souffert et ont vécu une expérience non voulue et douloureuse.

Dans le cas des pouvoirs autoritaires des années 70 en Amérique Latine, l'analyse de leurs discours et pratiques peut contribuer à redimensionner les effets pervers de ces pouvoirs

[23] Sur le Centre Pilote, il a presque aucune recherche spécifique faite, sauf quelques pistes suggerées en Guest, op.cit. et quelques témoignages : CADHU, *Testimonio de los sobrevivientes del genocidio en Argentina,* París, octobre de 1979.

[24] Depuis la fin de la dictature et durant la première période post-autoritaire, une certaine explication du passé dominait l'espace publique en Argentine. La soi-disant « théorie des deux démons » donnait une vision simple de la période précédente en disant que c'était la violence de droite (les militaires) et de gauche (« la guérilla ») les deux responsables, à part entière, de ce qui était arrivé au pays. Cette hypothèse avait l'énorme avantage d'ôter toute responsabilité à la société civile à propos de l'accord actif ou passif donné à l'autoritarisme. (Vezzetti, op.cit.)

et leurs persistances dans les imaginaires sociaux des sociétés considérées aujourd'hui comme démocratiques et qui, pourtant, sont loin d'avoir tourné la page.